

1: EN MARGE DE LA CÉLÉBRATION
DU BICENTENAIRE DE L'INDÉPEN-
DANCE DE LA COLOMBIE

2: DEUX JOURS D'UN COLLOQUE
TRÈS ENRICHISSANT:
«LES AMÉRIQUES LATINES:
HÉRITAGES ET MIRAGES DES
INDÉPENDANCES (1810-2010)»

→ ALINE HELG

PROFESSEURE
DÉPARTEMENT D'HISTOIRE GÉNÉRALE DE L'UNIVERSITÉ DE GENÈVE



ALINE HELG

EN MARGE DE LA CÉLÉBRATION DU BICENTENAIRE DE L'INDÉPENDANCE DE LA COLOMBIE

En octobre 2009, j'ai eu l'honneur d'être invitée à participer à une conférence intitulée *Encuentro con Nuestra Historia* organisée par la Présidence et le Conseil supérieur présidentiel de la République de Colombie à Cartagena de Indias pour fêter le bicentenaire de l'indépendance du pays de l'Espagne—ou plus précisément des premières déclarations d'indépendance par des juntes provinciales, qui furent suivies par plus de dix ans de guerre, d'abord civile, puis, dès 1815, contre la «reconquête» espagnole. Ma contribution à cette commémoration avait sa source dans mes travaux sur le processus d'indépendance de la Colombie caraïbe, une région alors peuplée en grande majorité d'Afrodécendants libres, d'Amérindiens «colonisés» ou formant d'importantes «nations» autonomes à la périphérie de la région, et d'une

«j'avais aussi étudié les populations afro-colombiennes dans leur globalité, qui pour la première fois dans l'histoire du pays admettait la composante afro-descendante de sa population dans la région 'noire' de la Côte Pacifique»

minorité d'esclaves et de Blancs.¹ Elle se fondait aussi sur mes travaux sur le traitement des «minorités» ethniques (souvent en fait des majorités sur le plan régional) par les différentes constitutions colombiennes, des premières indépendances des années 1810 à la Constitution de 1991, qui reconnaissait une autonomie culturelle, territoriale et de gouvernance aux nations indiennes qui avaient survécu aux diverses vagues de colonisation et d'invasion de leurs terres. Enfin, j'avais aussi étudié les populations afro-colombiennes dans leur globalité, des années 1770 à l'adoption en 1993 par l'Assemblée nationale colombienne de la Loi 70 «des Négritudes», qui pour la première fois dans l'histoire du pays admettait la composante afro-descendante de sa population dans la région «noire» de la Côte Pacifique. En effet, après plusieurs années de lutte, les communautés rurales formées par les descendants d'esclaves africains exploités



LES ÉLÈVES TRÈS ENGAGÉS DU LICEO DE BOLÍVAR À CARTAGENA DE INDIAS, EN COMPAGNIE DE L'AUTEURE

dans l'orpailage obtinrent avec cette loi la possibilité légale de se faire reconnaître comme «communautés noires» avec des droits culturels et sur leurs terres ancestrales proches de ceux obtenus par les Amérindiens peu avant.

Cette reconnaissance légale des Afro-Colombiens ne touchait cependant qu'une petite partie des Afro-descendants du pays: les Noirs «purs» de la Côte Pacifique et du Chocó, auxquels se sont ajoutés les descendants des esclaves marrons de la communauté de Palenque de San Basilio formée au XVII^e siècle à une centaine de kilomètres de Cartagena de Indias, et inscrit au patrimoine culturel immatériel de l'humanité par l'UNESCO depuis 2005. Mais la Loi 70 «des Négritudes» n'inclut pas les Noirs d'autres régions ou enclaves, et encore moins les «Noirs métisses» d'ascendance africaine mêlée d'européenne, d'amérindienne ou autre. Et pour cause: l'image de la Colombie incarnée par l'image du paysan métis «Juan Valdés» promu par la Fédération Nationale de Producteurs de Café Colombiens (Fedecafé) en serait bouleversée puisque, selon des estimations fiables, 26% des Colombiens sont «Afro». ² La célébration du Bicentenaire se devait donc d'être multiethnique et de montrer que les «pères de la patrie» n'étaient pas seulement ceux qui figurent encore exclusivement dans les manuels scolaires: les hommes des élites euro-descendantes. ³

Ouverte à un large public dans un théâtre situé derrière les murailles de la vieille ville de Cartagena, la conférence *Encuentro con Nuestra Historia* réunit les principaux spécialistes de l'histoire colombienne tant nationaux qu'étrangers. Elle laissa la place à de nombreuses questions des parti-

cipants et du public et généra des débats passionnants. Mais pour moi, deux expériences en marge de cette conférence resteront encore plus marquantes: dans la ville très afro-caribéenne de Cartagena, les interviews que *History Channel* m'a fait réaliser sur la signification du Bicentenaire dans le marché populaire de Bazarro et une présentation du processus d'indépendance de Cartagena en compagnie de l'historien espagnol Juan Marchena dans une école secondaire publique, le Liceo de Bolívar.

Au Marché de Bazarro, les vendeurs et les chauffeurs de taxi ignoraient tout du bicentenario—tout au plus certains savaient-ils que c'était le nom d'un nouveau quartier en construction. Ils ignoraient aussi le nom des héros populaires de l'indépendance, dont plusieurs étaient comme eux afro-descendants mais n'apparaissaient jamais dans les manuels scolaires. Par contre, ils exprimaient ouvertement leur colère contre le racisme auquel ils devaient faire face chaque jour, surtout depuis que la vieille ville coloniale de Cartagena avait été vidée de ses habitants des classes populaires pour accueillir l'argent sale de la drogue et le tourisme de luxe. Ces hommes et ces femmes racontaient divers épisodes de cette exclusion quotidienne dans leur ville: les barrages policiers leur interdisant d'entrer dans le secteur colonial tout rénové par les promoteurs, la quasi privatisation des plages de Bocagrande où se hérissent des tours hôtelières accueillant pendant les vacances les riches Colombiens de l'intérieur andin, les nouvelles taxes «de sécurité» imposées à tous alors qu'elles ne servent qu'à sécuriser les secteurs touristiques.

Parmi ces petits commerçants se trouvait une famille de «carboneras», de vendeuses de charbon depuis des générations. L'arrière-grand-mère n'avait que faire de l'indépendance. Pour elle, m'a-t-elle dit, la République c'étaient les divers déplacements de «son» marché, de plus en plus loin de l'entrée de la vieille ville. Dans les quelque 80 années de sa vie, elle avait déjà été déplacée trois fois, et maintenant les terrains du Marché de Bazurto étaient devenus une nouvelle proie de l'industrie du tourisme, qui dénonçait l'insécurité y régnant et asséchait sciemment les mangroves tout proches afin de pouvoir raser le marché et établir un complexe touristique du style marina. Sa petite-fille, mère d'une enfant de trois ans debout sur le comptoir, avait un tout autre discours. Elle, c'était du Président Barak Obama dont elle voulait parler, noir comme elle, de sa fierté d'être noire, de ses cheveux naturels «parce que je suis 'Afro'». Joyeuse et pleine de force, elle voulait gagner sa vie grâce à son travail de charbonnière pour construire un avenir d'éducation pour sa fille.

«L'après-midi au Liceo de Bolívar montra aussi, chez certains élèves, une fierté afro-colombienne que je n'avais pas constatée quand j'habitais à Cartagena en 1995»

L'après-midi au Liceo de Bolívar montra aussi, chez certains élèves, une fierté afro-colombienne que je n'avais pas constatée quand j'habitais à Cartagena en 1995. Mon collègue Juan Marchena eut l'idée géniale de faire interpréter à certains adolescents choisis au hasard parmi les dizaines présents les rôles des principaux leaders de l'indépendance dans la région. Le jeune Rafael devint ainsi «José Padilla», le modeste fils d'une mère amérindienne et d'un père noir qui, de mousse à marin, devint amiral et remporta une victoire navale cruciale contre l'Espagne. Mais après l'indépendance, Padilla ne se contenta pas de retrouver «sa place» de non-Blanc, il tenta en vain de mobiliser les habitants de Cartagena contre la dictature de Simón Bolívar et fut fusillé en 1828 pour avoir soi-disant voulu imposer la «pardocracia» (le pouvoir des *pardos*, ou des Afro-descendants). D'autres élèves se transfèrent en marchandes, en

aristocrates, en soldats, se confrontant aux limites d'alors en raison de leurs origines socio- raciales—des limites peu différentes de celles qu'ils rencontrent lorsqu'ils sortent de leur *barrio* populaire. La discussion n'en fut que plus passionnante, tout autant que les protestations des collégiens les plus politisés contre le fait que la principale avenue de la ville porte le nom d'Heredia, le conquistador espagnol de la région. Et contre les noms que portent toujours les rues de la vieille ville coloniale, tous des membres de l'élite provinciale également immortalisés par des statues, alors que ni Padilla, ni Pedro Romero, un artisan mulâtre au rôle anticolonial décisif en 1810, n'ont de statue ou de plaque commémorative marquant les lieux où ils ont vécu.

Cette prise de conscience des Afro-descendants de Cartagena reste cependant timide. Dans cette ville à majorité noire et mulâtre, les discriminations continuent le plus souvent de se vivre dans la souffrance et le silence. Par contre, à Bogotá en 2008, cinq jeunes Afro-Colombiens et deux Africains-Américains étudiants en droit à l'Université de Los Andes ont testé en compagnie d'étudiants «blancs» la protection de la Constitution de 1991 contre le racisme. Ils se sont présentés séparément le même soir à l'entrée de trois discothèques de Bogotá. Tous les noirs se sont vu refuser l'accès sous divers prétextes, tandis que leurs camarades blancs purent entrer sans problème. Les Afro-descendants portèrent leur cas jusqu'à la Cour suprême de Justice, qui en octobre 2008, pour la première fois dans l'histoire du pays, condamna les trois discothèques pour non respect des droits humains des plaignants⁴ Mais ces protestations émanaient d'étudiants universitaires de la capitale. A Cartagena et dans les autres villes elles sont encore très peu nombreuses. Et surtout, elles sont loin de s'unir à celles des quelque 3'000'000 à 3'500'000 déplacés forcés par la guerre non déclarée que se livrent depuis des décennies les paramilitaires, les guérillas, l'armée et les narco-producteurs.⁵ Sans compter que, justement depuis l'adoption de la Constitution de 1991 et de la Loi «de Négritudes» de 1993, les Amérindiens et les communautés noires de la Côte Pacifique sont largement surreprésentés parmi les victimes des massacres et des déplacements forcés commis par des «groupes armés illégaux». En effet, les terres dont ils avaient enfin acquis la propriété communautaire ou collective sont de plus en plus convoitées par les planteurs de palme africaine et les compagnies minières et pétrolières qui n'hésitent pas à faire appel à des milices armées pour les chasser, ou qui prennent possession des terres déjà «nettoyées» de leurs habitants. Cette réalité-là, qui touche surtout les immenses marges du territoire, ne fut même pas évoquée lors des célébrations du bicentenaire de l'indépendance de la Colombie—comme si, encore et toujours, ces hommes, ces femmes et ces enfants continuaient à ne pas faire partie intégrante de la nation.

NOTES

¹ Aline Helg, *Liberty and Equality in Caribbean Colombia, 1770-1835* (Chapel Hill: University of North Carolina Press, 2004); sortie en espagnol prévue en 2010.

² <http://www.minorityrights.org/5373/colombia/afrocolombians.html> (consulté le 22.04.2010 à 17h52).

³ Voir Yeny Serrano, «Images des populations dites 'minoritaires' (noirs, Amérindiens, métis, femmes) véhiculée par les manuels scolaires destinés aux adolescents/es en Colombie», in *Amériques noires: Réflexions, Bulletin de la Société Suisse des Américanistes*, Bulletin hors série, 2009, p. 63-75.

⁴ Voir Observatorio de Discriminación racial, Facultad de Derecho, Universidad de los Andes (Bogotá), <http://odr.uniandes.edu.co/pdfs/DeHechos/comunicadotuteladiscotecascesar.pdf> (consulté le 22-04-2010 à 19h10).

⁵ Estimations du Haut Commissariat aux Réfugiés, <http://www.unhcr.org/cgi-bin/texis/vtx/page?page=49e492ad6> (consulté le 22-04-2010 à 19h40).

Voir aussi Ana María Ibáñez, «Forced Displacement in Colombia: Magnitude and Causes», *Economics of Peace and Security Journal*, vol. 4 (janvier 2009), p. 48-54, qui estime les déplacés forcés internes à 3,5 millions de personnes, soit 7,8% de la population colombienne et signale que dans le monde seul le Soudan a un pourcentage de déplacés forcés supérieur à celui de la Colombie.

DEUX JOURS D'UN COLLOQUE TRÈS ENRICHISSANT: «LES AMÉRIQUES LATINES: HÉRITAGES ET MIRAGES DES INDÉPENDANCES (1810-2010)»

Les 18 et 19 mars 2010, Claude Auroi, professeur à l'Institut d'études internationales et du développement, et Aline Helg, professeure à la Faculté des lettres de l'Université de Genève, ont organisé un Colloque pour célébrer le 200^e anniversaire des indépendances des pays d'Amérique centrale et du Sud. Le but de ce colloque était d'examiner, à la lumière de la situation actuelle, les héritages laissés par l'établissement de nouveaux Etats dans l'Amérique continentale ibérique, l'évolution économique et sociale de ceux-ci, et ce qui reste des rêves institutionnels des «Libérateurs» José de San Martín et Simon Bolívar.

Le Colloque était organisé conjointement par la Société suisse des Américanistes et l'Institut des Hautes Etudes Internationales et du Développement, avec le soutien de l'Académie suisse des sciences humaines (ASSH), la Faculté des Lettres et le Département d'histoire générale de l'Université de Genève, l'Association européenne des instituts de recherche et de formation en matière de développement (EADI), et la Fondation Pierre Du Bois.

Il a attiré un public nombreux de chercheurs, d'*aficionados*, d'étudiants et d'auditeurs de l'Université de Genève et de l'Institut d'études internationales et du développement, ainsi que Juan José Ignacio Gómez Camacho, Ambassadeur du Mexique auprès des Nations Unies, Irina Du Bois, Présidente de la Fondation Pierre Du Bois, Yasmina Tippenhauer, Directrice du Centre culturel «Tierra incógnita» et Benito Pérez, journaliste spécialiste de l'Amérique latine au quotidien *Le Courrier*.

Le Colloque comprenait quatre parties principales, précédées par une Introduction de Claude Auroi.

PREMIÈRE PARTIE:

EVOLUTION DE L'AMÉRIQUE LATINE DANS LA GÉOPOLITIQUE CONTINENTALE ET MONDIALE

Une table ronde a réuni des exposés sur le rôle de l'Amérique latine dans le monde, du début du 19^e siècle à nos jours: «Décolonisation de l'Amérique latine et décolonisations du XX^e siècle», par Marcelo Kohen, professeur à l'Institut d'études internationales et du développement. «L'Amérique latine à la Société des Nations, le rêve de Bolivar réalisé?», par Yannick Wehrli, assistant et docteur à la Faculté des lettres de l'Université de Genève.

«Shifting position to the Global South: Latin America in the early years of the United Nations», par Corinne Perret, professeure boursière à l'Université de St. Gall.
 «Migration to United-States: social and cultural impact», par Yvette Sanchez, professeure et directrice du Centre de recherche sur l'Amérique latine à l'Université de St. Gall.

DEUXIÈME PARTIE:

EVOLUTION DES INSTITUTIONS POLITIQUES ET PROGRÈS DE LA GOUVERNANCE

Cette partie a commencé par une conférence d'Alan Knight, professeur à Oxford University, Grande-Bretagne, intitulée «Patterns of Protest and Revolution in Latin America: 1810-1910-2010».

Puis divers exposés ont contribué à une table ronde portant sur des questions sociales, écologiques et ethniques:

«Apports de l'éducation à la construction de la citoyenneté et décentralisation en Amérique Latine: le cas du Chili», par le professeur Oscar Corvalan, de l'Université de Talca, Chili.

«Protection et gouvernance des territoires et des écosystèmes», par Marc Hufty, professeur à l'Institut d'études internationales et du développement. «Etat-Nation et multiculturalité. Le cas du Pérou», par José Marin, anthropologue, Genève.

«Gouvernance et droit à la libre détermination des peuples autochtones en Colombie à la lumière de la Convention 169 de l'OIT», par Leonardo Rodriguez, doctorant à l'Institut d'études internationales et du développement.

La journée se termina avec une Conférence du Professeur Alain Rouquié, Président de la Maison de l'Amérique latine, Paris, sur «Les Amériques latines en 2010: dérive géopolitique et ambitions internationales».

TROISIÈME PARTIE:

EVOLUTION DES MODÈLES ÉCONOMIQUES ET DU DÉVELOPPEMENT

Cette demi-journée portant sur l'économie fut inaugurée par une conférence du Professeur Pierre Salama, de l'Université de Paris XIII, sous le titre «Vulnérabilités et reprise économique dans les grandes économies latino-américaines».

Elle se poursuit avec une table ronde regroupant des exposés sur des thèmes liés à cette problématique:

«Intégration et industrialisation en Amérique Latine. Les discours des années 1920-1940», par Juan Carlos Bossio, économiste et ancien fonctionnaire du BIT.

«L'investissement étranger en Amérique latine: entre l'amour et la haine», par Jorge E. Viñuales, professeur assistant à l'Institut d'études internationales et du développement.

«Regional integration in Latin America» par Philippe de Lombaerde, directeur associé du Comparative Regional Integration Studies Programme of the United Nations University (UNU-CRIS), Bruges.

«L'ALENA, un modèle essoufflé ? Les nouvelles relations commerciales du Canada, du Mexique et des Etats-Unis», par Christian Deblock, professeur à l'Université du Québec à Montréal.

QUATRIÈME PARTIE:

DES SOCIÉTÉS EN MUTATION, IDENTITÉS CULTURELLES ET ETHNIQUES

Cette dernière partie a débuté par la conférence d'Isabel Yépez, professeure à l'Université catholique de Louvain, intitulée «De l'analyse des mouvements sociaux à l'étude des identités socioculturelles latino-américaines».

Puis une table-ronde a réuni des présentations plus ciblées sur ces questions: «Populations autochtones latino-américaines: entre assimilation, disparition, métissage et réémergence», par Sabine Kradolfer Morales, boursière postdoctorante du Fonds National Scientifique à l'Université autonome de Barcelone.

«Religions and religiosity revisited», par David Lehmann, professeur, Cambridge University, Grande-Bretagne.

«Afro-Latin-Americans, 1810-2010», par Aline Helg, professeure, Faculté des lettres, Université de Genève.

«Barbarians at the Gate? Central American gangs in a historical perspective», par Dennis Rodgers, Senior Research Fellow, Brooks World Poverty Institute, University of Manchester, Grande-Bretagne.

Enfin, Claude Auroi et Aline Helg ont dressé des Conclusions sur la base des ces deux journées riches de conférences et d'exposés entraînant de nombreuses questions et discussions. Les contributions à ce Colloque seront réunies dans un ouvrage dont le titre provisoire est Latin America, 1810-2010: Dreams and Legacies.